Visé pour timbre et enregistré à la Recette
de Versailles Sud
Le 11.02.00 F°.52... Beau ..6711
Reçu 1854 d[t] de Timbre ..152...
d[t] d'Enreg[t] Mille cinq cents francs
Le Receveur Principal Pénalité 12,25 % : 202

Certifié conforme à l'original

N. 01.05.

QUESCOM

Société Anonyme

Au capital de 9.270.000 francs

Siège social : 23, avenue Louis Bréguet, 78140 Vélizy Villacoublay

423 675 644 R.C.S. VERSAILLES

0001659 295

DEPOT DU
17 FEV. 2000
TRIBUNAL DE COMMERCE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 29 DECEMBRE 1999

Au cours de sa séance du 29 décembre 1999, le Conseil d'administration de la société **QUESCOM** a pris, à l'unanimité, les décisions suivantes :

.....

CONSTATATION DE LA REALISATION DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL DECIDEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DU 29 DECEMBRE 1999

Le Président rappelle que, par décision en date du 29 décembre 1999, l'assemblée générale à caractère mixte, dans sa quatrième résolution, a décidé de procéder à une augmentation de capital d'un montant de six millions deux cent mille francs (6.200.000 FRF), par émission de six millions deux cent mille (6.200.000) actions nouvelles auxquelles sont attachés six millions deux cent mille (6.200.000) bons de souscription d'actions de la Société, étant précisé :

- que les actions émises sont d'une valeur nominale de un (1) franc, souscrites par versement en numéraire ou par compensation de créances, au prix de quatre (4) francs par action soit avec une prime d'émission de trois (3) francs par actions.

- que ces 6.200.000 actions nouvelles sont, du fait des droits spécifiques qui leur sont attachés, des actions privilégiées constituant une nouvelle catégorie d'actions, dite de catégorie A. Elles seront numérotées de 9.270.001 à 15.470.000.

Le conseil d'administration, faisant usage des autorisations qui lui ont été consenties par l'assemblée générale à caractère mixte des actionnaires susvisée, et après avoir constaté :

- que l'augmentation de capital est réservée à :

  - Sofinnova Capital III FCPR, pour 4.650.000 actions de catégorie A à bons de souscription d'actions ; et
  - Cross Atlantic Ventures LLC, pour 1.550.000 actions de catégorie A à bons de souscription d'actions,

- que ces dernières ont libéré leurs souscriptions par versement en espèces à la Banque Crédit Commercial de France, Agence Neuilly Roule, Numéro de compte : 00342083584, Code Banque : 30056, Code Guichet : 00034, Clé RIB 90, ainsi que l'attestent les certificats du dépositaire des fonds,

Le conseil d'administration constate que l'augmentation de capital est définitivement réalisée.

MODIFICATION DES STATUTS

Le conseil d'administration, comme conséquence de la réalisation de l'augmentation de capital ci-dessus décrite, constate que l'article 6 des statuts est modifié conformément à la sixième résolution de l'assemblée générale susvisée.

.....

Pour extrait certifié conforme,

Le Président du conseil d'administration

Monsieur Philippe Oros

SOFINNOVA PARTNERS

REPRESENTANT PERMANENT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE QUESCOM SA

Je soussigné, Jean-Bernard Schmidt, agissant en qualité de Président de la société Sofinnova Partners SA, société anonyme au capital de 6.500.000 francs, dont le siège social est situé 17 rue de Surène – 75008 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 413 388 596,

désigne par la présente :

Olivier PROTARD

Comme représentant permanent de Sofinnova Partners au Conseil d'Administration de la société **Quescom SA,** société anonyme au capital de 20.120.000 francs, dont le siège social est situé 23 avenue Louis Breguet – 78140 Velizy Villacoublay, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro B 423 675 644.

Fait à Paris, le 4 janvier 2000

Jean-Bernard Schmidt
Président

17 RUE DE SURÈNE
75008 PARIS
TELEPHONE
01 53 05 41 00
FAX
01 53 05 41 29

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

Agence Neuilly-Roule

21, rue du Château
92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. : 01.47.47.72.00
Fax : 01.47.47.24.78
CCP Paris 1065 N

CERTIFICAT DE DEPOT DE FONDS

Augmentation de capital

Je soussigné Edouard LEVEAU-VALLIER agissant en qualité de directeur de l'agence de Neuilly-Roule sise 21, rue du Château à NEUILLY SUR SEINE (92200) du CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE, Société Anonyme dont le siège social est à Paris, 8ème, 103, Avenue des Champs Elysées, inscrite sur la liste des banques françaises et autorisée en conséquence à être dépositaire des fonds, conformément à la loi n° 83-1 du 3 janvier 1983 et au décret n° 67-236 du 23 mars 1967,

atteste par la présente que **la somme de 24.800.000 Francs (vingt quatre millions huit cent mille francs) constituant l'intégralité des montants versés au titre de l'augmentation de capital de la Sté QUESCOM S.A au capital de 9.270.000,- Francs dont le siège social est situé à Vélizy Villacoublay (78140), 23, avenue Louis Bréguet, dont 6.200.000,- Francs (six millions deux cent mille francs) de nominal et 18.600.000,- Francs (dix huit millions six cent mille Francs) de prime d'émission**, a été déposée dans les caisses du CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE.

A Neuilly sur Seine, le 29 décembre 1999

Crédit Commercial de France
Agence Neuilly Roule
21, rue du Château
92200 Neuilly S/Seine
Tél. 01 41 92 99 60

E. LEVEAU-VALLIER
N° 197

Certifié conforme à l'original

QUESCOM
Société Anonyme
Au capital de 9.270.000 francs
Siège social : 23, avenue Louis Bréguet, 78140 Vélizy Villacoublay
423 675 644 R.C.S. VERSAILLES

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 29 DECEMBRE 1999

Au cours de sa séance du 29 décembre 1999, l'assemblée générale extraordinaire de la société **QUESCOM** a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes :

.....

Ordre du jour de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

PREMIERE RESOLUTION

Après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide **de supprimer la clause d'agrément figurant à l'article 10 - II des statuts** et de modifier l'article en supprimant purement et simplement le II de l'article 10 des statuts de la Société.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION

Après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide (i) de réduire la valeur nominale des actions composant le capital de la Société de 100 francs par action à 1 franc par action et (ii) de procéder à la création de 9.270.000 actions d'une valeur nominale de 1 franc chacune. En conséquence, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier l'article 6 des statuts qui sera désormais rédigé ainsi qu'il suit :

" **ARTICLE 6 : CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de neuf millions deux cent soixante dix mille francs (9.270.000 FRF).

Il est composé de 9.270.000 actions de un franc (1 FRF) chacune, intégralement libérées de leur valeur nominale."

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

Après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier l'article 11 des statuts et de limiter le nombre de membres du Conseil d'Administration à cinq (5) administrateurs. En conséquence, l'article 11 des statuts sera rédigé ainsi :

"**ARTICLE 11 : CONSEIL D'ADMINISTRATION**

"*La société est administrée par un conseil d'administration composé de cinq (5) membres au moins, nommés au cours de la vie sociale par l'assemblée générale ordinaire.*"

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

Après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide, sous réserve de l'adoption de la deuxième résolution, de procéder à une augmentation de capital d'un montant de six millions deux cent mille francs (6.200.000 FRF), par émission de six millions deux cent mille (6.200.000) actions nouvelles auxquelles sont attachés six millions deux cent mille (6.200.000) bons de souscription d'actions de la Société.

Les actions émises sont d'une valeur nominale de un (1) franc, souscrites par versement en numéraire ou par compensation de créances, au prix de quatre (4) francs par action soit avec une prime d'émission de trois (3) francs par actions.

Ces 6.200.000 actions nouvelles sont, du fait des droits spécifiques qui leur sont attachés, des actions privilégiées constituant une nouvelle catégorie d'actions, dite de catégorie A. Elle seront numérotées de 9.270.001 à 15.470.000.

1. Caractéristiques des actions de catégorie A

Lesdites actions bénéficient des droit privilégiés suivants :

A. Droits privilégiés dans le boni de liquidation.

En cas de liquidation de la société, l'actif net de liquidation sera reparti entre les actionnaires de la façon suivante :

- en premier lieu aux actions de catégorie A et aux actions ordinaires pour le montant de leur valeur nominale en proportion de leur quote-part dans le capital ;

- en second lieu, aux actions de catégorie A pour le montant de la prime d'émission payée pour la souscription de chaque action de catégorie A ;

- en troisième lieu, le solde aux actions de catégorie A et aux actions ordinaires en proportion de leur quote-part dans le capital.

B. Conseil d'administration

Le conseil d'administration est composé pour au moins trois de ses membres de titulaires d'actions de catégorie A, sous la condition que les titulaires d'actions de catégorie A détiennent au moins vingt pour cent (20%) du capital social de la Société.

C. Décisions soumises à autorisation préalable des titulaires d'actions A

- toute augmentation de capital sous forme d'actions privilégiées ou toute décision de réduction de capital concernant des actions privilégiées.

- toute cession d'actif, de filiale, de participation, de fonds de commerce par la Société ou de mise en location gérance du fonds de commerce pour un montant par opération égal ou supérieur à deux millions de francs (2.000.000 FRF).

- toute fusion, scission ou dissolution volontaire de la Société.

- toute distribution de dividende ou toute réduction de capital par rachat d'actions ordinaires à l'exception de celles résultant de l'exercice d'un plan de BSPCE ou de l'exercice d'un plan d'option d'achat d'actions.

- toute modification du nombre des membres du Conseil d'administration.

Les titulaires d'actions de catégorie A bénéficieront également de ce droit sous la condition que lesdits titulaires d'actions de catégorie A détiennent au moins vingt pour cent (20%) du capital social de la Société.

D. Modification des droits attachés aux actions A

Les droits attachés aux actions A ne pourront être modifiés qu'avec l'approbation de l'assemblée spéciale des titulaires d'actions de la catégorie A, statuant à la majorité des deux tiers.

Les actions A pourront néanmoins être, en tout ou partie, transformées en actions ordinaires au gré de leurs titulaires et sans contrepartie, mais avec effet à la date de clôture de l'exercice en cours lors de la demande de transformation.

La catégorie d'actions A cessera automatiquement d'exister dès l'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé et les actions A seront de plein droit transformées en actions ordinaires.

A chaque action nouvelle, est attaché un bon de souscription d'actions (ci-après, les "***BSA***") dont les caractéristiques sont les suivantes :

2. Caractéristiques des BSA

(a) Modalités d'exercice des BSA.

(1) Les BSA pourront être exercés au cas où, dans les cinq (5) ans à compter de la date de leur émission, la Société :

(a) (i) émet de nouvelles actions en numéraire, avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription, ou

(ii) émet de nouvelles valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à une fraction du capital de la Société, ou

(iii) fait l'objet d'une cession de contrôle au sens de l'article 355-1 de la loi n°66-537 du 24 juillet 1966, n'incluant pas d'actions de catégorie A.

(b) et si la valeur d'une action de la Société (soit "V" pour les besoins du paragraphe (2) ci-après) résultant de l'une des opérations visées aux alinéas (a) (i) à (ii) ci-dessus s'établit, que ce soit à titre de prix d'émission ou de cession, de valeur d'échange, de conversion, de remboursement, de souscription, à un niveau inférieur au prix de souscription de l'action à laquelle le BSA est attaché,

étant précisé que cette valeur sera ajustée pour tenir compte, s'il y a lieu, des différentes opérations qui auraient eu lieu préalablement à l'opération visée aux alinéas (a) (i) à (ii) ci-dessus et qui auraient donné lieu à un ajustement des droits des titulaires des BSA conformément à la loi.

(2) Dans le cas où les conditions stipulées au paragraphe (1) ci-dessus se réaliseraient, le nombre d'actions nouvelles de la Société égal à "NA" auquel chaque BSA donnera le droit de souscrire à la valeur nominale sera calculé comme suit :

$$P + (NA \times VN + 0{,}3) = V\,(NA + 1)$$

soit :

$$NA = \frac{P - V}{V - VN + 0{,}3}$$

où :

"P" est égal au prix de souscription d'une action à bon de souscription d'actions, éventuellement ajusté afin de tenir compte de toute division ou regroupement des actions de la Société,

"VN" est égal à la valeur nominale d'une action de la Société au moment de l'exercice du BSA,

"NA" est égal au nombre d'actions nouvelles de la Société auquel un BSA donne droit de souscrire à la valeur nominale,

"V" est égal au prix ou la moyenne des prix de souscription (qui auraient été payés ou devraient être payés lors de l'exercice d'un bon ou plus généralement d'un droit de souscrire une action), de valeur d'échange, de conversion ou de remboursement d'une action de la Société résultant de l'opération ouvrant droit à l'exercice des BSA, telle que définie au paragraphe (1) ci-dessus, ou, le cas échéant, résultant de chacune des opérations successives répondant à la

définition du paragraphe (1) ci-dessus et réalisées avant l'exercice du BSA, "V" étant dans ce cas établie sur la base de la moyenne pondérée des valeurs par action de la Société résultant de ces opérations successives.

A titre d'exemple, et en prenant pour hypothèse une valeur "V" d'une action de la Société égale à 3,5 francs, le nombre "NA" d'actions nouvelles de la Société auquel un BSA attaché à une action à bon de souscription permettra de souscrire à un prix égal à une valeur nominale de 1 Francs sera égal à:

$$\text{soit} \quad : \quad NA = \frac{4 - 3{,}5}{3{,}5 - 1 + 0{,}3} = 0{,}18$$

(3) La durée d'exercice des BSA est de cinq (5) ans à compter de leur date d'émission et expirera le 29 décembre 2004 ou automatiquement à la date d'admission des actions de la Société aux négociations d'un marché réglementé. Les BSA seront librement cessibles. Ils ne pourront être exercés que pour un nombre entier d'actions nouvelles, les titulaires des BSA faisant leur affaire des rompus dans les conditions prévues par l'article 174-5 du décret du 23 mars 1967.

La période d'exercice des BSA débutera à compter de la réalisation des deux augmentations de capital votées par l'assemblée de ce jour.

Si les BSA n'ont pas été exercés par leurs titulaires pendant la durée d'exercice et selon les modalités prévues ci-dessus, les BSA seront caducs. Si les modalités d'exercice prévues ci-dessus ne sont pas remplies pendant la période d'exercice, les BSA ne pourront en aucun cas être exercés.

En cas d'augmentation de capital, de fusion ou de scission, comme en cas d'autres opérations financières comportant un droit préférentiel de souscription ou réservant une période de souscription prioritaire au profit de actionnaires, le Conseil d'administration de la société se réserve le droit de suspendre l'exercice des BSA pour un délai qui ne pourra excéder trois (3) mois, en avertissant au préalable les titulaires de BSA inscrits en compte au moyen d'un avis adressé par la Société aux frais de celle-ci, étant précisé qu'une telle suspension reportera la date limite de la période d'exercice des BSA d'une durée identique à celle de la suspension.

Plus généralement tous pouvoirs sont donnés au Conseil d'administration pour fixer toutes autres conditions et modalités de l'opération.

(b) <u>Actions nouvelles</u> :

Les actions privilégiées de catégorie A souscrites à l'occasion de l'exercice des BSA, seront, dès leur création, soumises à toutes les dispositions statutaires, et porteront jouissance du début de l'exercice social au cours duquel lesdites actions auront été souscrites.

Ces actions privilégiées de catégorie A nouvelles seront entièrement assimilées aux actions privilégiées anciennes après paiement, le cas échéant, du dividende afférent à l'exercice précédent.

(c) Maintien des droits des titulaires des bons de souscription d'actions :

Conformément à la loi, à compter de la présente assemblée générale extraordinaire, la Société s'interdit, tant qu'il existera des BSA en cours de validité, d'amortir son capital social ou de le réduire par voie de remboursement et de modifier la répartition des bénéfices.

Conformément à la loi, la Société assurera le maintien des droits des titulaires des BSA de souscription d'actions dans les cas suivants :

- en cas d'augmentation de capital par émission d'actions à souscrire contre numéraire,
- en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission,
- en cas de distribution de réserves en espèces ou en titres de portefeuille,
- en cas d'émission de nouvelles valeurs mobilières donnant le droit à la souscription d'actions ou d'autres valeurs mobilières et comportant un droit de souscription réservé aux actionnaires,
- en cas d'absorption, de fusion ou de scission de la société.

(d) Pouvoirs :

L'Assemblée délègue au Conseil d'administration tous pouvoirs pour procéder à l'augmentation du capital social résultant de l'exercice des BSA, et notamment :

- de constater, lors de la première réunion du Conseil d'administration suivant la clôture de chaque exercice, s'il y a lieu, le nombre et le montant nominal des actions souscrites par les titulaires de BSA au cours de l'exercice écoulé, et

- d'apporter les modifications nécessaires aux statuts de la Société.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

CINQUIEME RESOLUTION

Après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide expressément de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à l'émission des actions privilégiées à bons de souscription d'actions attachés, objet de la résolution précédente, au profit de souscripteurs suivants :

- Sofinnova Capital III FCPR, pour 4.650.000 actions de catégorie A à bons de souscription d'actions ; et

- Cross Atlantic Ventures LLC, pour 1.550.000 actions de catégorie A à bons de souscription d'actions.

qui auront seuls le droit de souscrire aux actions privilégiées à bons de souscription d'actions attachés à émettre au titre de l'augmentation de capital, objet de la résolution qui précède.

La souscription est ouverte pendant une période fixée du 29 décembre 1999 au 15 janvier 2000 et peut être close sans préavis dès la souscription de la totalité de l'émission par les souscripteurs, auxquels celle-ci est réservée.

Les souscriptions et les fonds seront déposés dans les huit (8) jours de leur réception à la Banque Crédit Commercial de France, Agence Neuilly Roule, Numéro de compte : 00342083584, Code Banque : 30056, Code Guichet : 00034, Clé RIB 90.

Après réalisation de l'augmentation, le capital social se trouvera porté à un montant de quinze millions quatre cent soixante-dix mille francs (15.470.000 FRF) et sera divisé en 15.470.000 actions de un franc (1 FRF) chacune, entièrement libérées et réparties comme suit :

- 9.270.000 actions ordinaires dites actions de catégorie O et
- 6.200.000 actions de catégorie A.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, décide de modifier ainsi les articles 6, 8, 11 et 35 des statuts de la Société.

1) L'article 6 est rédigé ainsi :

"**ARTICLE 6 : CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de quinze millions quatre cent soixante-dix mille francs (15.470.000 FRF), divisé en 15.470.000 actions d'une valeur nominale d'un franc (1 FRF) chacune, entièrement libérées et réparties comme suit :

- *9.270.000 actions ordinaires de catégorie O, numérotées de 1 à 9.270.000, et*
- *6.200.000 actions privilégiées de catégorie A, numérotées de 9.270.001 à 15.470.000*
-

chacune intégralement libérée."

2) L'article 8 est modifié, les alinéas 2, 3, et 4 sont supprimés, et le texte rédigé ainsi :

"**ARTICLE 8 : DROITS ATTACHES A L'ACTION**
(L'alinéa 1er est inchangé)

Les actions A ont les caractéristiques suivantes :

A. Droits privilégiés dans le boni de liquidation.

En cas de liquidation de la société, l'actif net de liquidation sera reparti entre les actionnaires de la façon suivante :

- *en premier lieu aux actions de catégorie A et aux actions ordinaires pour le montant de leur valeur nominale en proportion de leur quote-part dans le capital ;*

- *en second lieu, aux actions de catégorie A pour le montant de la prime d'émission payée pour la souscription de chaque action de catégorie A ;*

- *en troisième lieu, le solde aux actions de catégorie A et aux actions ordinaires en proportion de leur quote-part dans le capital.*

B. Conseil d'administration

Le conseil d'administration est composé pour au moins trois de ses membres de titulaires d'actions de catégorie A, sous la condition que lesdits titulaires d'actions de catégorie A détiennent au moins vingt pour cent (20%) du capital social de la Société.

C. Décisions soumises à autorisation préalable des titulaires d'actions A

- *toute augmentation de capital sous forme d'actions privilégiées ou toute décision de réduction de capital concernant des actions privilégiées ;*

- *toute cession d'actif, de filiale, de participation, de fonds de commerce par la Société ou de mise en location gérance du fonds de commerce pour un montant par opération égal ou supérieur à deux millions de francs (2.000.000 FRF) ;*

- *toute fusion, scission ou dissolution volontaire de la Société ;*

- *toute distribution de dividende ou toute réduction de capital par rachat d'actions ordinaires à l'exception de celles résultant de l'exercice d'un plan de BSPCE ou de l'exercice d'un plan d'option d'achat d'actions ;*

- *toute modification du nombre de membre du Conseil d'administration.*

Les titulaires d'actions de catégorie A bénéficieront également de ce droit sous la condition que lesdits titulaires d'actions de catégorie A détiennent au moins vingt pour cent (20%) du capital social de la Société.

D. Modification des droits attachés aux actions A

Les droits attachés aux actions A ne pourront être modifiés qu'avec l'approbation de l'assemblée spéciale des titulaires d'actions de catégorie A, statuant à la majorité des deux tiers.

Les actions A pourront néanmoins être, en tout ou partie, transformées en actions ordinaires au gré de leurs titulaires et sans contrepartie, mais avec effet à la date de clôture de l'exercice en cours lors de la demande de transformation.

La catégorie d'actions A cessera automatiquement d'exister dès l'admission des actions de la société aux négociations sur un marché réglementé et les actions A seront de plein droit transformées en actions ordinaires."

3) L'article 11 est remplacé par le texte suivant :
"

ARTICLE 11 : CONSEIL D'ADMINISTRATION

La société est administrée par un conseil d'administration composé de cinq (5) membres nommés au cours de la vie sociale par l'assemblée générale ordinaire.

Trois membres au moins du conseil d'administration doivent être proposés par les titulaires d'actions de catégorie A et doivent être titulaires d'au moins une (1) action de catégorie A chacun."

4) Le dernier alinéa de l'article 35 est supprimé et remplacé par le texte suivants :

ARTICLE 35 : CONDITIONS DE LA LIQUIDATION
(Premier alinéa inchangé)

En cas de liquidation de la société, l'actif net de liquidation sera reparti entre les actionnaires de la façon suivante :

- *en premier lieu aux actions de catégorie A et aux actions ordinaires pour le montant de leur valeur nominale en proportion de leur quote-part dans le capital ;*

- *en second lieu, aux actions de catégorie A pour le montant de la prime d'émission payée pour la souscription de chaque action de catégorie A ;*

- *en troisième lieu, le solde aux actions de catégorie A et aux actions ordinaires en proportion de leur quote-part dans le capital."*

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

SEPTIEME RESOLUTION

Après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes, l'Assemblée Générale Extraordinaire autorise l'émission de 5.500 bons de souscription d'actions revêtant les caractéristiques des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (ci-après dénommés les "***bons***") dans les conditions prévues par l'article 339-5 de la loi n°66-537 du 24 juillet 1966 et par l'article 163 bis G du Code Général des Impôts et autorise, en conséquence, l'émission des 5.500.000 actions de la Société auxquelles ces bons donneront droit dans les conditions définies ci-après :

(a) Emission des bons de souscription d'actions :

Chaque bon de souscription d'actions est émis gratuitement.

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de renoncer expressément aux droits préférentiels de souscription aux actions qui seront émises par suite de l'exercice du droit de souscription attaché aux bons au profit des titulaires des bons.

La période de souscription est fixée du 29 décembre 1999 au 15 janvier 2000 et pourra être clôturée par anticipation dès que la totalité de l'émission aura été souscrite par les bénéficiaires, auxquels elle est réservée. Les souscriptions seront reçues au siège social.

(b) Modalités d'exercice :

Chaque bon donnera droit de souscrire à 1.000 actions d'une valeur nominale de un franc (1 FRF) au prix de un franc (1 FRF) par action ordinaire de catégorie O. Il en résultera, si tous les bons sont souscrits, une augmentation du capital social de la Société d'un montant de cinq millions cinq cent mille francs (5.500.000 FRF).

Afin d'exercer leur droit de souscription aux actions, les titulaires de bons devront en faire auprès de la Société une demande accompagnée du montant total de leur souscription.

Les bons seront exerçables à tout moment à compter de leur date d'émission et pendant une période de cinq ans suivant cette date.

Si les bons n'ont pas été exercés par leurs titulaires pendant la durée prévue ci-dessus les bons seront caducs.

En cas d'augmentation de capital, de fusion ou de scission, comme en cas d'autres opérations financières comportant un droit préférentiel de souscription ou réservant une période de souscription prioritaire au profit d'actionnaires, le Conseil d'administration de la Société se réserve le droit de suspendre l'exercice des bons pour un délai qui ne pourra excéder trois (3) mois, en avertissant au préalable les titulaires de bons inscrits en compte au moyen d'un avis adressé par la Société aux frais de celle-ci, étant précisé qu'une telle suspension reportera la date limite de la période d'exercice des bons d'une durée identique à celle de la suspension.

Plus généralement, tous pouvoirs sont donnés au Conseil d'administration pour fixer toutes autres conditions et modalités de l'opération.

(c) Actions nouvelles :

Les actions ordinaires de catégorie O souscrites à l'occasion de l'exercice des bons, seront, dès leur création, soumises à toutes les dispositions statutaires, et porteront jouissance du début de l'exercice social au cours duquel lesdites actions auront été souscrites.

Ces actions ordinaires de catégorie O nouvelles seront entièrement assimilées aux actions ordinaires anciennes après paiement, le cas échéant, du dividende afférent à l'exercice précédent.

(d) Maintien des droits des titulaires des bons de souscription d'actions :

Conformément à la loi à compter de la présente assemblée générale extraordinaire, la Société s'interdit, tant qu'il existera des bons en cours de validité, d'amortir son capital social ou de le réduire par voie de remboursement et de modifier la répartition des bénéfices.

Conformément à la loi, la Société assurera le maintien des droits des titulaires des bons de souscription d'actions dans les cas suivants :

- en cas d'augmentation de capital par émission d'actions à souscrire contre numéraire,
- en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission,
- en cas de distribution de réserves en espèces ou en titres de portefeuille,
- en cas d'émission de nouvelles valeurs mobilières donnant le droit à la souscription d'actions ou d'autres valeurs mobilières et comportant un droit de souscription réservé aux actionnaires,
- en cas d'absorption, de fusion ou de scission de la société.

(e) Pouvoirs :

L'Assemblée délègue au Conseil d'administration tous pouvoirs pour procéder à l'augmentation du capital social résultant de l'exercice des bons, et notamment :

- de constater, lors de la première réunion du Conseil d'administration suivant la clôture de chaque exercice, s'il y a lieu, le nombre et le montant nominal des actions souscrites par les titulaires de bons au cours de l'exercice écoulé, et

- d'apporter les modifications nécessaires aux statuts.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité, Messieurs Philippe Oros, Thierry Perrand et Philippe Bessaguet n'ayant pas pris part au vote

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir entendu lecture du Conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes, décide expressément de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à l'émission des bons de souscription d'actions, objet de la résolution précédente, au profit des souscripteurs suivants :

- Monsieur Philippe Oros pour 3.500 bons,

- Monsieur Thierry Perrand pour 1.000 bons,

- Monsieur Philippe Bessaguet pour 1.000 bons.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité, Messieurs Philippe Oros, Thierry Perrand et Philippe Bessaguet n'ayant pas pris part au vote

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes, autorise le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, et sur ses décisions, à l'émission en numéraire de bons de souscription d'actions revêtant les caractéristiques des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (ci-après dénommés les "***bons***") dans les conditions prévues par les articles 339-5 et 180 de la loi n°66-537 du 24 juillet 1966 et par l'article 163 bis G du Code Général des Impôts dans la limite d'un plafond pour l'augmentation de capital en résultant.

a) Autorisation au conseil de procéder à l'émission des bons de souscription d'actions :

Conformément au troisième alinéa de l'article 180 de la loi du 24 juillet 1966, l'Assemblée Générale Extraordinaire confère au Conseil d'administration une autorisation globale d'émission de bons dans la limite d'un plafond de 3.146.500 francs pour l'augmentation de capital en résultant, étant précisé que ladite augmentation de capital pourra être réalisée sans droit préférentiel de souscription.

Conformément à l'article 155-2 du décret du 23 mars 1967, le Conseil d'administration établira, au moment où il fera usage de l'autorisation, un rapport complémentaire décrivant les conditions définitives de l'émission des bons.

De même, le commissaire aux comptes de la société établira un rapport dans lequel il vérifiera notamment la conformité des modalités de l'opération donnée par l'assemblée et des indications fournies à celle-ci, il donnera son avis sur le choix des éléments de calcul du prix d'émission et sur le montant définitif, ainsi que sur l'incidence de l'émission sur la situation de l'actionnaire appréciée par rapport aux capitaux propres.

Ces rapports complémentaires seront immédiatement mis à la disposition des actionnaires au siège social, au plus tard dans les quinze (15) jours suivant la réunion du Conseil d'administration et portés à leur connaissance à la prochaine assemblée générale.

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide expressément de renoncer au droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises par suite de l'exercice du droit de souscription attaché aux bons la décision d'émission au profit des titulaires des bons.

La présente autorisation entraîne pour le Conseil d'administration l'obligation d'obtenir la renonciation individuelle des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux bons de souscription d'actions conformément aux dispositions de l'article 183 de la loi du 24 juillet 1966.

Conformément à l'article 339-5 de la loi du 24 juillet 1966, les bons devront être émis dans le délai maximal d'un an à compter de la présente assemblée et pourront être exercés dans un délai maximum de cinq ans à compter de leur attribution.

(b) Maintien des droits des titulaires des bons de souscription d'actions :

Conformément à la loi à compter de l'émission des bons par le Conseil d'administration, s'interdit, tant qu'il existera des bons en cours de validité, d'amortir son capital social ou de le réduire par voie de remboursement et de modifier la répartition des bénéfices.

Conformément à la loi, la société assurera le maintien des droits des titulaires des bons dans les cas suivants :

- en cas d'augmentation de capital par émission d'actions à souscrire contre numéraire,
- en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission,
- en cas de distribution de réserves en espèces ou en titres de portefeuille,

- en cas d'émission de nouvelles valeurs mobilières donnant le droit à la souscription d'actions ou d'autres valeurs mobilières et comportant un droit de souscription réservé aux actionnaires,
- en cas d'absorption, de fusion ou de scission de la société.

(c) Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration :

Conformément au troisième alinéa de l'article 180 de la loi du 24 juillet 1966, l'Assemblée Générale Extraordinaire confère au Conseil d'administration tous pouvoirs pour :

1°) procéder en une ou plusieurs fois à l'émission de bons au profit de personnes se qualifiant au titre de l'article 163 bis G du Code Général des Impôts.

2°) déterminer le nombre de bons à créer dans la limite du plafond fixé pour l'augmentation de capital ;

3°) déterminer toutes les modalités applicables à l'attribution et à l'exercice desdits bons.

4°) fixer le prix d'émission desdits bons et les dates d'ouverture et de clôture de la souscription .

5°) établir un règlement de plan applicable auxdits bons.

6°) constater, lors de la première réunion du conseil d'administration suivant la clôture de chaque exercice, s'il y a lieu, le nombre des actions souscrites par les titulaires de bons au cours de l'exercice écoulé et l'augmentation de capital en résultant.

7°) procéder à la modification corrélative des statuts de la Société.

8°) d'une manière générale, prendre toute mesure et remplir toutes formalités afférentes à l'émission et à l'exercice des bons.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

DIXIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'Administration afin de constater la réalisation des opérations décidées par les résolutions ci-dessus à l'effet de constater les souscriptions, et procéder à toutes les formalités qu'il appartiendra de faire.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

Ordre du jour de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblé Générale Ordinaire décide de [redacted] en qualité de nouveaux administrateurs :

- Monsieur Jean-Pierre Boespflug, et
- la société Sofinnova Partners SA, dont le représentant permanent est Monsieur Olivier Protard,

pour une durée de six (6) années qui s'achèvera à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2005.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

DOUZIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme,

Le Président du conseil d'administration

Monsieur Philippe Oros

QUESCOM
Société Anonyme
Au capital de 15.470.000 francs
Siège social : 23, avenue Louis Bréguet, 78140 Vélizy Villacoublay
423 675 644 R.C.S. VERSAILLES

STATUTS MIS A JOUR EN DATE DU 29 DECEMBRE 1999

Certifié conforme par le président du Conseil d'administration

TITRE I

FORME DE LA SOCIETE

OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1ER : FORME DE LA SOCIETE

1/ Suivant acte sous seing privé en date du 30 juin 1999 signé à Ville d'Avray, la présente Société a été constituée sous forme de Société à Responsabilité Limitée.

2/ Aux termes d'une décision unanime en date du 29 octobre 1999, les associés ont notamment décidé de transformer la Société en Société Anonyme.

La Société est régie par la législation applicable aux Sociétés Anonymes, notamment la loi N°66-537 du 24 juillet 1966, le décret N°67-236 du 23 mars 1967 et par tous autres lois et décrets modifiant et complétant ces textes ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 : OBJET

La Société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- la création, le développement et la commercialisation d'équipements électroniques et de solutions informatiques appliquées aux télécommunications et comprenant notamment les systèmes de téléphonie sur des réseaux de données,

- toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet précité ou à tout objet similaire ou connexe, ou susceptible d'en faciliter le développement ou la réalisation,

- et généralement, la participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tout fonds de commerce ou établissement, d'alliance ou d'association en participation.

ARTICLE 3 : DENOMINATION

La Société a pour dénomination :

QUESCOM S.A.

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est fixé :

23, avenue Louis Bréguet - 78140 Vélizy Villacoublay

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du conseil d'administration sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire.

Il peut être transféré partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

En outre, le conseil d'administration peut créer, transférer ou supprimer en France et à l'étranger tous établissements, succursales ou agences.

ARTICLE 5 : DUREE

La durée de la Société est de 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de quinze millions quatre cent soixante-dix mille francs (15.470.000 FRF), divisé en 15.470.000 actions d'une valeur nominale d'un franc (1 FRF) chacune, entièrement libérées et réparties comme suit :

- 9.270.000 actions ordinaires de catégorie O, numérotées de 1 à 9.270.000, et
- 6.200.000 actions privilégiées de catégorie A, numérotées de 9.270.001 à 15.470.000

chacune intégralement libérée.

ARTICLE 7 : FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte auprès de la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

ARTICLE 8 : DROITS ATTACHES A L'ACTION

Les droits et obligations attachés à une action suivent celle-ci, dans quelque main qu'elle passe. La propriété de l'action entraîne, ipso facto, l'approbation par le titulaire des présents statuts ainsi que celles des décisions générales d'actionnaires.

Les actions A ont les caractéristiques suivantes :

A. Droits privilégiés dans le boni de liquidation.

En cas de liquidation de la société, l'actif net de liquidation sera reparti entre les actionnaires de la façon suivante :

- en premier lieu aux actions de catégorie A et aux actions ordinaires pour le montant de leur valeur nominale en proportion de leur quote-part dans le capital ;

- en second lieu, aux actions de catégorie A pour le montant de la prime d'émission payée pour la souscription de chaque action de catégorie A ;

- en troisième lieu, le solde aux actions de catégorie A et aux actions ordinaires en proportion de leur quote-part dans le capital.

B. Conseil d'administration

Le conseil d'administration est composé pour au moins trois de ses membres de titulaires d'actions de catégorie A, sous la condition que lesdits titulaires d'actions de catégorie A détiennent au moins vingt pour cent (20%) du capital social de la Société.

C. Décisions soumises à autorisation préalable des titulaires d'actions A

- toute augmentation de capital sous forme d'actions privilégiées ou toute décision de réduction de capital concernant des actions privilégiées ;

- toute cession d'actif, de filiale, de participation, de fonds de commerce par la Société ou de mise en location gérance du fonds de commerce pour un montant par opération égal ou supérieur à deux millions de francs (2.000.000 FRF) ;

- toute fusion, scission ou dissolution volontaire de la Société ;

- toute distribution de dividende ou toute réduction de capital par rachat d'actions ordinaires à l'exception de celles résultant de l'exercice d'un plan de BSPCE ou de l'exercice d'un plan d'option d'achat d'actions ;

- toute modification du nombre de membre du Conseil d'administration.

Les titulaires d'actions de catégorie A bénéficieront également de ce droit sous la condition que lesdits titulaires d'actions de catégorie A détiennent au moins vingt pour cent (20%) du capital social de la Société.

D. Modification des droits attachés aux actions A

Les droits attachés aux actions A ne pourront être modifiés qu'avec l'approbation de l'assemblée spéciale des titulaires d'actions de catégorie A, statuant à la majorité des deux tiers.

Les actions A pourront néanmoins être, en tout ou partie, transformées en actions ordinaires au gré de leurs titulaires et sans contrepartie, mais avec effet à la date de clôture de l'exercice en cours lors de la demande de transformation.

La catégorie d'actions A cessera automatiquement d'exister dès l'admission des actions de la société aux négociations sur un marché réglementé et les actions A seront de plein droit transformées en actions ordinaires.

ARTICLE 9 : LIBERATION DES ACTIONS DE NUMERAIRE

Les sommes à verser pour la libération en numéraire des actions souscrites au titre d'une augmentation de capital sont payables dans les conditions prévues par l'assemblée générale extraordinaire.

Le versement initial ne peut être inférieur lors d'une augmentation de capital au quart de la valeur nominale des actions ; il comprend, le cas échéant, la totalité de la prime d'émission.

Le versement du surplus est appelé par le conseil d'administration en une ou plusieurs fois dans un délai de cinq ans à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital.

Les quotités appelées, et la date à laquelle les sommes correspondantes doivent être versées, sont notifiées à chaque actionnaire, quinze jours au moins avant la date d'exigibilité.

L'actionnaire qui n'effectue pas à leur échéance les versements exigibles sur le montant des actions dont il est titulaire est, de plein droit et sans mise en demeure préalable, redevable à la Société d'un intérêt de retard calculé jour après jour à partir de la date d'exigibilité au taux annuel des avances sur titres de la Banque de France, sans préjudice des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Il est en outre privé, jusqu'au recouvrement des sommes dues, du droit d'accès et de vote aux assemblées, du droit aux dividendes et du droit préférentiel de souscription.

ARTICLE 10 : CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

La propriété des actions résulte de l'inscription en compte nominatif portée au nom de chaque actionnaire sur les registres ou les fiches tenus à cet effet au siège social.

La Société adresse une attestation d'inscription à chaque propriétaire d'actions qui en fait la demande.

Les changements dans la propriété des actions ainsi que le nantissement des actions sont inscrits dans l'ordre chronologique sur un registre tenu à cet effet par la Société.

Le titre nominatif est transmis à l'égard des tiers et de la Société par un ordre de mouvement émis, signé et éventuellement authentifié conformément à la loi.

La mutation des titres nominatifs par succession ou par donation est effectuée sur la production d'un ordre de mouvement accompagné d'une pièce probante : certification de mutation, attestation de propriété ou autre document s'y substituant.

Les frais occasionnés par les mouvements de titres sont à la charge des cessionnaires ou des ayants-droit.

Si les actions ne sont pas intégralement libérées, l'ordre de mouvement doit être signé en outre par le cessionnaire. Le cédant et les cessionnaires successifs sont tenus solidairement du montant non libéré des actions pendant un délai de deux ans à compter de la date de la réquisition du transfert des actions au compte du cessionnaire.

TITRE III

ADMINISTRATION

ARTICLE 11 : CONSEIL D'ADMINISTRATION

La société est administrée par un conseil d'administration composé de cinq (5) membres nommés au cours de la vie sociale par l'assemblée générale ordinaire.

Trois membres au moins du conseil d'administration doivent être proposés par les titulaires d'actions de catégorie A et doivent être titulaires d'au moins une (1) action de catégorie A chacun.

ARTICLE 12 : DUREE DES FONCTIONS - RENOUVELLEMENT - COOPTATION

I - La durée des fonctions des administrateurs est de six années ; cette durée expire à l'issue de l'assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

II - Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales ; ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente ; le mandat du représentant permanent lui est conféré pour la durée du mandat de la personne morale qu'il représente ; il doit être renouvelé lors de chaque renouvellement du mandat de celle-ci.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier à la Société, dans un délai de quinze (15) jours, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, cette révocation, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent ; il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

III - La limite d'âge pour exercer les fonctions d'administrateur est de 75 ans.

IV - En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs alors que le nombre des administrateurs restant en fonction n'est pas inférieur au minimum légal, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum légal, les administrateurs restants doivent convoquer immédiatement une assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif dudit conseil.

Les nominations d'administrateurs faites par le conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre dont le mandat n'est pas expiré ne demeure en fonction que pendant le temps à courir sur le mandat de son prédécesseur.

ARTICLE 13 : ACTIONS D'ADMINISTRATEUR

Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action au moins pendant toute la durée de son mandat. Si, au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'action requis, ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est d'office réputé démissionnaire s'il n'a pas régularisé sa situation dans le délai de trois mois.

TITRE IV

CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 14 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires désigne également un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, conformément à la loi.

ARTICLE 15 : REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

15.1. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

15.2. Les administrateurs sont convoqués aux séances du conseil par le Président. La convocation peut être faite par tous moyens, par écrit ou oralement.

De plus, les administrateurs représentant au moins un tiers des membres du conseil peuvent valablement convoquer le conseil. En ce cas, ils doivent indiquer l'ordre du jour de la séance.

Lorsqu'il a été constitué un comité d'entreprise, les représentants de ce comité, désignés conformément aux dispositions du Code du Travail, devront être convoqués à toutes les réunions du conseil d'administration.

Les réunions du conseil ont lieu soit au siège social soit en tout autre endroit en France ou hors de France.

15.3. Pour la validité des délibérations du conseil, le nombre des membres présents doit être au moins égal à la moitié des membres.

Les décisions du conseil d'administration seront prises à la majorité des voix; en cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

15.4. Tout administrateur peut donner, même par lettre, télégramme, télex ou télécopie, pouvoir à un autre administrateur de le représenter à une séance du conseil, mais chaque administrateur ne peut disposer au cours d'une séance que d'une seule procuration.

15.5. Les copies ou extraits des délibérations du conseil d'administration sont valablement certifiés par le Président du conseil d'administration, un directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de Président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 16 : POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société et prendre toutes décisions relatives à tous actes d'administration et de disposition. Le conseil exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux qui sont expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

ARTICLE 17 : DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un Président qui doit être une personne physique. Il détermine la durée de ses fonctions, qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur, et peut le révoquer à tout moment. Le conseil fixe sa rémunération.

Le Président du conseil assume sous sa responsabilité la direction générale de la société.

Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans les limites de l'objet social, et sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que de ceux qu'elle réserve de façon spéciale au conseil d'administration.

Conformément aux dispositions de l'article 706-43 du code de procédure pénale, le Président peut valablement déléguer à toute personne de son choix le pouvoir de représenter la société dans le cadre des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de celle-ci.

Le Président du conseil ne peut être âgé de plus de 75 ans. Si le Président atteint cette limite d'âge au cours de son mandat de Président, il est réputé démissionnaire d'office. Son mandat se prolonge cependant jusqu'à la réunion la plus prochaine du conseil d'administration au cours de laquelle son

successeur sera nommé. Sous réserve de cette disposition, le Président du conseil est toujours rééligible.

ARTICLE 18 : DIRECTEUR GENERAL

Sur la proposition de son Président, le conseil d'administration donne mandat à une ou plusieurs personnes physiques d'assister le Président en qualité de directeur général. Le ou les directeurs généraux sont révocables à tout moment par le conseil d'administration sur proposition du Président.

En accord avec son Président, le conseil détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général. Le conseil fixe sa rémunération. Lorsque le directeur général a la qualité d'administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

A l'égard des tiers, les directeurs généraux disposent des mêmes pouvoirs que le Président ; les directeurs généraux ont notamment le pouvoir d'ester en justice.

Un directeur général ne peut être âgé de plus de 75 ans. Lorsqu'un directeur général atteint cette limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office. Son mandat se prolonge cependant jusqu'à la réunion la plus prochaine du conseil d'administration au cours de laquelle un nouveau directeur général pourra être nommé.

Deux directeurs généraux peuvent être nommés dès lors que le capital de la société est au moins égal à cinq cent mille (500 000) francs. Cinq directeurs généraux peuvent être nommés dès lors que le capital de la société est au moins égal à dix millions (10 000 000) de francs, à condition que trois d'entre eux au moins soient administrateurs.

ARTICLE 19 : CONVENTIONS SOUMISES A AUTORISATION

19.1. Les cautions, avals et garanties par la société d'engagements de tiers doivent être autorisés par le conseil d'administration dans les conditions prévues par la loi.

19.2. Toute convention intervenant entre la société et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux, soit directement, soit indirectement, ou par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise si l'un des administrateurs ou directeurs généraux de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du directoire ou du conseil de surveillance de ladite entreprise.

L'autorisation préalable du conseil d'administration sera requise dans les conditions prévues par la loi. Il est toutefois précisé que l'administrateur concerné sera pris en compte pour le calcul du quorum mais qu'il ne pourra pas prendre part au vote.

ARTICLE 20 : CONVENTIONS INTERDITES

Il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte-courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux directeurs généraux et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent article, ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 21 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé, dans les conditions fixées par la loi, par un ou plusieurs commissaires aux comptes remplissant les conditions légales d'éligibilité. Lorsque les conditions légales sont réunies, la société doit désigner au moins deux commissaires aux comptes.

Chaque commissaire aux comptes est nommé par l'assemblée générale ordinaire.

L'assemblée générale ordinaire nomme un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès.

Si l'assemblée générale ordinaire des actionnaires omet d'élire un Commissaire aux comptes, tout actionnaire peut demander en justice qu'il en soit désigné un, le Président du Conseil d'administration dûment appelé. Le mandat du Commissaire aux comptes désigné par justice prendra fin lorsque l'assemblée générale ordinaire des actionnaires aura nommé le ou les commissaires aux comptes.

TITRE V

ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE 22 : GENERALITES

L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Ses délibérations, prises conformément à la loi et aux statuts, obligent tous les actionnaires, même absents, incapables ou dissidents.

L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre des actions qu'ils possèdent.

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice, une assemblée générale ordinaire.

Des assemblées générales, soit ordinaires, soit extraordinaires, selon l'objet des résolutions proposées, peuvent en outre être réunies à toute époque de l'année.

Les assemblées générales sont convoquées dans les conditions de forme et délais fixées par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou dans tout autre lieu précisé dans ladite convocation et fixé par le convoquant.

ARTICLE 23 : REPRESENTATION ET ADMISSION AUX ASSEMBLEES

Un actionnaire peut toujours se faire représenter aux assemblées générales par son conjoint ou par un autre actionnaire. Il peut exprimer son vote par correspondance, conformément à la loi. En cas de présence de l'actionnaire à l'assemblée, celle-ci rendra nulle le vote par correspondance ou par procuration ; le vote par correspondance exclura celui par procuration. Il ne sera plus tenu compte des formulaires reçus par la société moins de trois jours avant la date de l'assemblée.

Les mineurs et les incapables sont représentés de plein droit par leurs tuteurs et administrateurs et les sociétés par une personne ayant la signature sociale ou valablement déléguée à cet effet ; le tout sans que les tuteurs, administrateurs ou autres représentants aient besoin d'être personnellement actionnaires.

Sauf disposition légale contraire, tout mouvement de titres est suspendu pendant les cinq jours qui précèdent la réunion de l'assemblée.

Le conseil d'administration a la faculté pour toute assemblée de réduire ou même de supprimer le délai ci-dessus.

ARTICLE 24 : BUREAU FEUILLE DE PRESENCE - VOIX

L'assemblée générale est présidée par le Président du conseil d'administration ou par l'administrateur délégué temporairement dans l'exercice de ses fonctions ou, à leur défaut, par un administrateur désigné par le conseil. A défaut, l'assemblée élit son Président.

Les fonctions de Scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires présents disposant du plus grand nombre de voix et, sur leur refus, par ceux qui viennent après eux, jusqu'à acceptation.

Le Bureau ainsi composé désigne un Secrétaire qui peut être choisi en dehors de l'assemblée.

Une feuille de présence est établie conformément à la loi.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sans limitation, sous réserve de l'application aux assemblées générales appelées à vérifier tous apports en nature ou avantages particuliers, des dispositions de l'article 82 de la loi du 24 juillet 1966 qui stipulent que les actions de l'apporteur ou du bénéficiaire ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité, et sous réserve des dispositions de l'article 359-1 de ladite loi relative à l'auto-contrôle.

Les votes sont exprimés par mains levées, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble le dixième du capital.

ARTICLE 25 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire annuelle entend les rapports présentés par le conseil d'administration et le ou les commissaires aux comptes, approuve ces rapports, l'inventaire et les comptes annuels ou en demande le redressement, détermine l'emploi du bénéfice, fixe les dividendes, nomme et remplace quand il y a lieu les administrateurs, approuve ou rejette les nominations faites pendant l'exercice, examine les actes de gestion des administrateurs, leur donne quitus, les révoque pour des causes dont elle est seule juge, approuve ou rejette les opérations visées à l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966, vote les jetons de présence du conseil d'administration, désigne, quand il y a lieu, le ou les commissaires et plus généralement règle toutes les questions qui n'emportent pas modification des statuts.

L'assemblée annuelle peut, en outre, comme toute assemblée ordinaire réunie extraordinairement statuer sur tous objets soumis par le conseil d'administration et qui ne sont pas de la compétence exclusive de l'assemblée générale extraordinaire.

ARTICLE 26 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire peut apporter aux statuts dans toutes leurs dispositions, les modifications, quelles qu'elles soient, autorisées par la loi.

Elle ne peut, en aucun cas, si ce n'est à l'unanimité des actionnaires, augmenter les engagements de ceux-ci, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Elle peut notamment, et sans que l'énumération ci-après puisse être interprétée d'une façon limitative, décider :

- la modification ou l'extension de l'objet social ;

- le changement de dénomination de la Société ;

- le transfert du siège en dehors du département où il se trouve et des départements limitrophes ;

- l'augmentation et la réduction du capital social de quelque manière que ce soit ;

- le changement de la nationalité de la Société dans les conditions prévues à l'article 154 de la loi du 24 juillet 1966 ;

- la prorogation, la réduction de durée ou la dissolution anticipée de la Société ;

- sa fusion ou son absorption avec ou par toutes autres sociétés constituées ou à constituer ;

- la cession à tous tiers ou l'apport à toutes sociétés existantes ou nouvelles de l'ensemble des biens, droits et obligations de la Société ;

- la transformation de la Société en société de toute autre forme ;

- l'émission d'obligations convertibles en actions ou d'obligations avec bons de souscription d'actions ;

- l'émission de bons de souscription d'actions et de valeurs mobilières composées ;

- l'émission d'actions de priorité ou d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote ;

- le fractionnement des actions en certificats d'investissement et certificats de droit de vote ;

- le regroupement des actions ou leur division en actions ayant une valeur nominale moindre.

ARTICLE 27 : QUORUM ET MAJORITE - PROCES-VERBAUX

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires délibèrent dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions qui les régissent respectivement.

Les procès-verbaux des délibérations d'assemblées et les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont établis et certifiés conformément à la réglementation en vigueur.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL - INVENTAIRE

ARTICLE 28 : EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2000.

ARTICLE 29 : INVENTAIRE ET COMPTES SOCIAUX

Le conseil d'administration établit à la fin de chaque exercice social l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du titre II du livre 1er du Code de Commerce, et établit un rapport de gestion contenant les informations prévues par la loi.

TITRE VII

BENEFICE - FONDS DE RESERVE

ARTICLE 30 : DETERMINATION DU BENEFICE

Les produits nets de l'exercice, après déduction des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice de l'exercice.

ARTICLE 31 : AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est fait d'abord un prélèvement de 5 % au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "Réserve Légale" ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la Réserve Légale atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent et augmenté des reports bénéficiaires.

L'excédent du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur la proposition du conseil d'administration, être employé, en totalité ou en partie, à constituer tous fonds de réserve ou être réparti aux actions à titre de dividende.

L'assemblée générale peut toujours décider le report à l'exercice suivant de la totalité ou d'une fraction quelconque du bénéfice distribuable d'un exercice. Elle peut aussi décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Par dérogation aux dispositions du présent Article, il est procédé, le cas échéant, à une dotation à la "Réserve spéciale de participation des Travailleurs" dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 32 : PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée ou, à défaut, par le conseil d'administration.

La distribution d'acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice peut être effectuée dans les conditions prévues par la loi.

L'assemblée générale des actionnaires aura la faculté d'offrir aux actionnaires le choix entre un paiement du dividende en numéraire ou en actions, conformément à la loi.

TITRE VIII

DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 33 : DISSOLUTION ANTICIPEE

L'assemblée générale extraordinaire peut, à toute époque, prononcer la dissolution anticipée de la Société.

ARTICLE 34 : CAS DE PERTES

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les dispositions légales devront être appliquées.

ARTICLE 35 : CONDITIONS DE LA LIQUIDATION

A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi ; cette nomination met fin aux fonctions des administrateurs, et, sauf décision contraire de l'assemblée générale, à celles du ou des commissaires aux comptes.

En cas de liquidation de la société, l'actif net de liquidation sera reparti entre les actionnaires de la façon suivante :

- en premier lieu aux actions de catégorie A et aux actions ordinaires pour le montant de leur valeur nominale en proportion de leur quote-part dans le capital ;

- en second lieu, aux actions de catégorie A pour le montant de la prime d'émission payée pour la souscription de chaque action de catégorie A ;

- en troisième lieu, le solde aux actions de catégorie A et aux actions ordinaires en proportion de leur quote-part dans le capital.

ARTICLE 36 : TRIBUNAUX COMPETENTS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la Société ou de la liquidation, soit entre les actionnaires, soit entre la Société et les actionnaires eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement au sujet des affaires sociales, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.